

Contribution d'Enedis

Cette contribution n'est pas confidentielle.

Le raccordement est une mission clé des gestionnaires de réseaux de distribution. Dans un contexte évolutif (intégration des ENR, stockage, infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), autoconsommation), Enedis exerce cette mission en veillant à respecter les attentes des clients. La proposition de la CRE d'amender les procédures de raccordement contribuerait, sur un certain nombre de sujets, à fluidifier les processus existants. Enedis précise ci-dessous, pour chaque sujet, son impact et le traitement actuel (ou futur) qui en est (sera) fait.

Conscients des attentes des producteurs et des consommateurs et des objectifs des pouvoirs publics, Enedis juge nécessaire que des actions pour réduire les délais de raccordement soient menées et cette consultation publique est peut-être l'occasion d'entamer une réflexion globale appuyée par la CRE pour les améliorer significativement.

Pour les grands projets de parcs de production renouvelable, la saturation progressive des réseaux nécessite la création de nombreux postes sources, et également de nombreux renforcements sur le réseau public de transport. Ces ouvrages structurants sont aujourd'hui sur le chemin critique. S'il est assez peu probable d'obtenir un gain de temps conséquent sur les procédures administratives (circulaires Fontaine, concertations du public, évaluations environnementales), plusieurs leviers engagés avec les filières renouvelables et RTE sont susceptibles d'introduire une vraie rupture dans la durée pour accélérer la transition énergétique :

- L'anticipation des études en amont des révisions des S3REnR
- Le dimensionnement durable des ouvrages pour éviter les renforcements à répétition
- Le projet initié par Enedis baptisé « poste source express » pour réduire la durée des travaux de construction de nouveaux postes, en coordination avec RTE
- Le recours aux flexibilités des EnR dans les règles de dimensionnement des postes afin d'ouvrir de nouvelles capacités d'accueil sur le réseau existant et futur (2,5 GW pourraient être accessibles à court terme).

Si certains de ces leviers nécessitent un encadrement réglementaire ou réglementaire, Enedis est résolument engagée à les promouvoir et les développer pour accélérer la transition énergétique, dans la plus grande transparence et concertation avec les différents acteurs.

Pour les projets de plus petite taille (consommateurs et producteurs) qui nécessitent une dynamique plus grande, ce sont principalement des décisions administratives (4 codes juridiques) périphériques au code de l'énergie qui allongent les délais de raccordement depuis 10 ans.

Ainsi, les délais d'obtention des autorisations se sont allongés en 2007, puis 2013 puis 2015.

Pour réaliser un raccordement, il faut respecter aujourd'hui 5 codes juridiques :

- Code de l'énergie : l'article R323-25 qui prévoit la consultation des maires, gestionnaires de domaines publics et gestionnaires de services publics concernés par l'emprise des travaux, délai de consultation de 21 jours
- Code de la voirie routière : arrêté de voirie (entre 15 jours et 1 mois avec une moyenne de 22 jours) pour les travaux
- Code de l'urbanisme : dispositif issu de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) et de la loi Urbanisme et Habitat (UH) (depuis 2007)
- Code de l'environnement : réglementation anti-endommagement avec déclaration de travaux et déclaration d'intention de commencement de travaux (impact pouvant aller jusqu'à 18 jours) (depuis 2013)
- Code du travail : réglementation amiante avec arrêté de voirie pour l'amiante et HAP (entre 15 jours et 1 mois avec une moyenne de 22 jours) et le carottage avec l'analyse (impact 10 jours) (depuis 2015)

Depuis 10 ans, La seule simplification a été apportée par le ministère en charge de l'énergie, avec la suppression de l'approbation au sens du L323-11 du code de l'énergie pour les ouvrages < 50kV. C'est appréciable mais ne permet pas de renverser une tendance continue d'alourdissement de la réglementation.

Une réflexion dans le dialogue avec les acteurs concernés pourrait être menée pour améliorer le processus de raccordement autour des codes qui régissent les raccordements du réseau électrique. Par exemple, cette réflexion pourrait réinterroger l'application et le périmètre de ces codes :

- Code de l'énergie : Réduire le délai de réponse pour les consultations article R323-25 du code de l'énergie
- Code de la voirie routière : Plafonner les délais de réponses des gestionnaires de voiries, autoriser la réutilisation des matériaux en place
- Code de l'urbanisme : Rendre effectif la consultation du gestionnaire de réseaux dans la procédure d'autorisation d'urbanisme (permet d'anticiper), modifier les règles issues des lois SRU et UH
- Code de l'environnement : Faire un retour d'expérience avant toute nouvelle évolution de la réglementation, qui est en modification constante depuis 2012
- Code du travail : Inciter les gestionnaires de voiries à s'impliquer dans l'information sur la présence d'amiante dans les voiries, mettre en place une base de données unique des voiries afin d'éviter le diagnostic ponctuel, supprimer l'obligation pour les travaux de faible ampleur et de faible durée

1 Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Enedis est favorable à une simplification du parcours client (unification de la demande de raccordement et de l'offre de raccordement) dans le cas d'une demande de raccordement d'une installation appelée à soutirer et à injecter sur le réseau de distribution. Enedis rappelle que l'étude de raccordement est d'ores et déjà réalisée sur la base des puissances en soutirage et en injection déclarées par le demandeur et conduit déjà, en application de la DTR actuelle, à la proposition de raccordement de moindre coût pour le demandeur permettant de respecter les caractéristiques de son installation et les règles techniques en vigueur.

Néanmoins, en réponse à la proposition de rédaction de la CRE « Par ailleurs, les gestionnaires de réseaux veilleront à élaborer des procédures prenant en compte les applications envisagées de l'installation de stockage (prise en compte du caractère contracyclique notamment). », Enedis tient à rappeler que les procédures sont définies en fonction des puissances demandées, en injection et/ou soutirage, mais sans tenir compte de l'usage qui sera fait du raccordement concerné. Les dispositifs de stockage pourront en revanche bénéficier, comme n'importe quel demandeur, le cas échéant, d'une offre de raccordement intelligente (ORI) pour tenir compte de leurs caractéristiques (et sur la base d'engagements contractuels) – cf question 2 ci-dessous.

2 Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Sous réserve d'évolution favorable de la réglementation (décret S3REnR et Arrêté du 28 août 2007 *fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité*), Enedis est favorable à la rédaction de la CRE concernant l'inscription dans les procédures de traitement des demandes de raccordement des cas dans lesquels un utilisateur peut demander une ORI.

Enedis a expérimenté des ORI producteurs avec un retour d'expérience (REX) positif, et plus récemment des ORI consommateurs pour lesquelles le REX est encore en cours.

Pour les ORI avec engagement sur le nombre d'heures de limitation, la convention de raccordement précisera le nombre d'heures annuel maximal de limitation et les situations de contrainte pour déclencher l'activation (par exemple restriction des activations au schéma normal d'exploitation, ou extension à certains cas d'indisponibilités d'ouvrages, ...). Les limitations seront activées lorsque les conditions de charge et d'apparition de la contrainte décrites dans la convention d'exploitation ou dans la convention de raccordement seront remplies.

En outre, Enedis précise que les ORI consommateurs peuvent aussi consister en une contractualisation de plusieurs périodes de soutirage à des niveaux différents (par exemple une puissance soutirée plus élevée la nuit et moins élevée la journée ou à certains mois de l'année...), voire à une combinaison des deux approches (palier et limitation en nombre d'heures sur chacun des paliers).

Dans un premier temps, seules des ORI HTA seront proposées, la pertinence technico-économique d'ORI en BT doit encore être appréciée par des expérimentations avant d'être intégrée dans les procédures de traitement des demandes de raccordement. Les modalités de proposition des ORI seront à définir dans la DTR des GRD. Les différentes modalités d'ORI producteurs et d'ORI consommateurs seront proposées au fur et à mesure de leur maturité.

3 Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ? Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Enedis est favorable à l'encadrement envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement et leur application à tout type d'utilisateur.

L'encadrement envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement consiste à étendre aux autres gestionnaires de réseau les dispositions déjà appliquées par Enedis et indiquées dans sa DTR. Le principe selon lequel le montant versé au titre de la DAR, lorsqu'elle conduit à l'acceptation d'une PTF, soit déduit du coût du raccordement, sera intégré dans une prochaine évolution de la DTR d'Enedis.

Concernant les installations de puissance inférieure à 36 kVA, l'outil de simulation du raccordement en ligne (Tester mon raccordement) répond mieux au besoin de ce segment d'installations qu'une DAR. Il est simple d'utilisation, répond déjà aux besoins des utilisateurs comme les producteurs ou les opérateurs de bornes IRVE et ne nécessite pas d'adapter les effectifs à cette nouvelle activité.

Il semble indispensable de rappeler que la DAR ne permet pas au projet de rentrer en file d'attente. D'autres clients peuvent faire une demande de raccordement complète avant que la DAR ne soit confirmée par une demande de raccordement complète elle-même, venant modifier « les données des réseaux publics de distribution [...] utilisées pour définir la solution de raccordement » de la PRAC.

Par ailleurs, RTE et Enedis travaillent ensemble afin d'étendre les études d'insertion en soutirage aux cas des DAR. Cette question nécessite de coordonner les délais de traitement des demandes de raccordement GRD pour les cas nécessitant une adaptation de la puissance de raccordement au RPT.

Concernant la rédaction de la CRE « les procédures de traitement des demandes de raccordement pourraient prévoir, en plus de l'opération de raccordement de référence, l'étude d'autres opérations de raccordement », Enedis identifie un risque de réservation abusive de capacité en consommation, exacerbé dans le cas où des solutions alternatives (l'affichage des capacités disponibles par exemple) seraient proposées (notamment au stade de la DAR).

4 Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Enedis est favorable à l'encadrement envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme. Néanmoins, il semble indispensable de rappeler que, si « les procédures de traitement des demandes de raccordement élaborées par les gestionnaires de réseaux publics de distribution définissent et décrivent les étapes de l'instruction d'une demande de raccordement d'une installation d'un utilisateur, depuis la demande de chiffrage faite par la collectivité en charge de l'urbanisme lors de l'instruction d'une demande d'autorisation d'urbanisme [...] jusqu'à la mise en service de l'installation », la demande d'estimation du coût de l'extension ne vaut ni entrée en file d'attente, ni initialisation de la demande au sens « demande client » (et délais associés).

5 Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Comme indiqué par la CRE, Enedis assure d'ores et déjà dans Caparéseau une mise à jour au rythme mensuel des données qui concernent le raccordement d'installations de production à son réseau.

A ce jour, la consolidation des données nécessite des interventions manuelles afin de respecter la fréquence mensuelle de mise à jour des données. Evoluer vers une fréquence supérieure de mise à jour de données n'est pas envisageable à court terme.

Par ailleurs, depuis l'été 2018, Enedis a mis en œuvre dans les espaces clients un service (Tester mon raccordement, cf. réponse à la question 3) permettant aux utilisateurs de simuler des raccordements et d'obtenir une réponse sous forme d'un niveau de complexité au point géolocalisé et aux conditions d'injection et soutirage demandés. Ce service s'appuie sur les bases de données cartographiques dans leurs versions les plus à jour. Dans les cas les plus simples, la restitution proposée va même jusqu'à indiquer le coût réfacté du raccordement en s'appuyant sur le barème simplifié. Ce service, pour l'instant limité à la basse tension (BT), devrait faire l'objet d'une extension vers la haute tension (HTA). A travers ces fonctionnalités, Enedis met déjà à disposition des utilisateurs des informations leur permettant d'identifier les capacités du réseau et les lieux les plus à même d'accueillir leurs projets.

6 Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

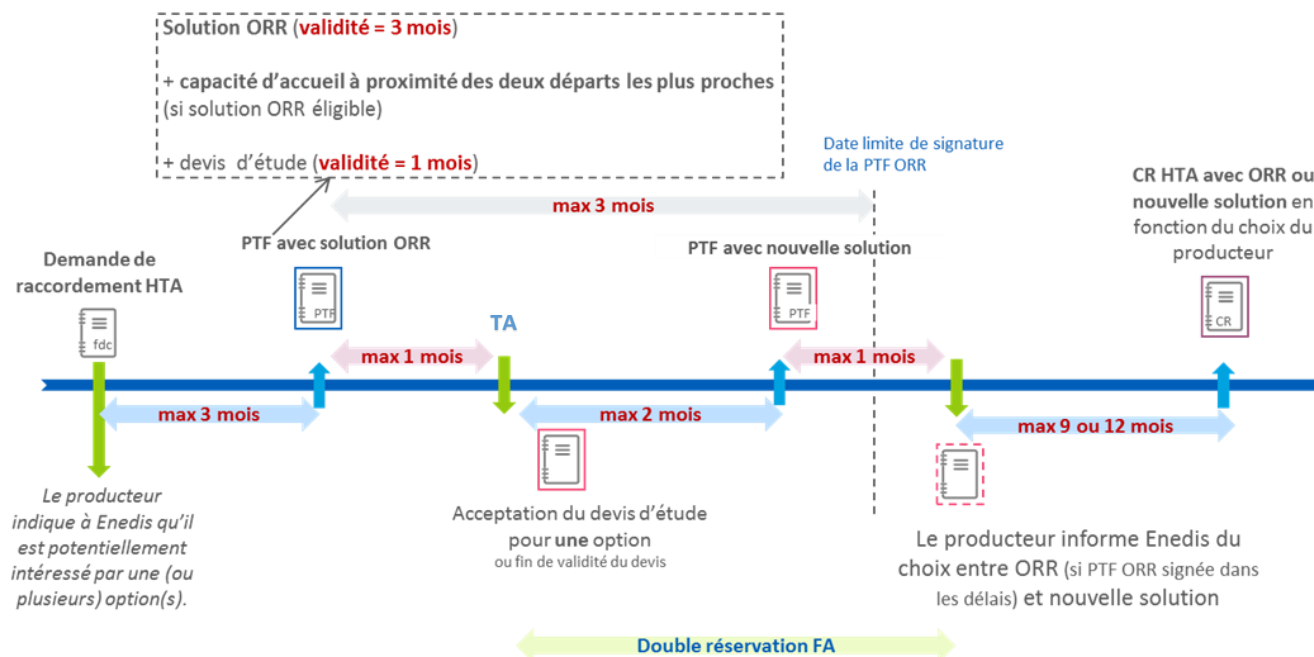
Enedis est favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités. Une mise à jour de la DTR sera néanmoins nécessaire pour le soutirage.

Pour l'injection, la procédure de raccordement Enedis-PRO-RES_67E permet à un producteur qui apporte à son projet certaines modifications spécifiques (division de parc ou baisse de la puissance de raccordement en injection) de conserver sa place en file d'attente bien que sa solution de raccordement soit modifiée en comparaison de celle du projet initial (voir Annexe 1, page 33). Cette disposition entraîne en contrepartie, dans certains cas, une réservation pour un même projet dans la file d'attente de deux départs HTA différents issus d'un même poste-source. Il n'y a pas de cas de double réservation sur deux postes-sources différents.

Comme le suggère la CRE de façon à ne pas donner aux autres demandeurs une vision inexacte de la file d'attente, Enedis a limité à un mois la durée de validité de la PTF de la nouvelle solution (ex : division de parc).

Le producteur A reçoit sa PTF correspondant à l'ORR, accompagnée d'un devis d'étude pour la nouvelle solution. Ce n'est qu'à la date TA d'acceptation de ce devis d'étude que la double réservation commence. La PTF de la nouvelle solution lui est remise dans un maximum de 2 mois et elle est valable un mois. Par conséquent :

- si un producteur B dépose une demande de raccordement avant la date TA, il sera prioritaire et ne sera pas impacté par la double réservation
- si un producteur B dépose une demande de raccordement après la date TA, la remise de la PTF pour B aura lieu 3 mois plus tard, à une échéance où la double réservation aura cessé, donc sa PTF n'en sera pas affectée
- il n'y a que dans le cas où un producteur B dépose une demande de raccordement précisément à la date TA et que la double réservation de file d'attente atteint sa durée maximale théorique qu'Enedis devra préciser dans la PTF du producteur B qu'une double réservation existe. Enedis pourra ensuite informer B dès qu'elle aura cessé.



7 Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

La dématérialisation du traitement des demandes est d'ores et déjà une réalité pour les consommateurs et les producteurs de puissance supérieure à 36 kVA et quasi achevée pour les installations inférieures à 36kVA.

8 Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Comme indiqué par la CRE, les critères de déclenchement des dispositions actuelles n'ont jamais été rencontrés pour ce qui concerne les demandes adressées à Enedis, car ils sont calculés à la maille nationale. Un afflux de demandes affectant simultanément l'ensemble du territoire dans les proportions retenues par les critères actuels est en effet peu probable. En revanche, des pics de charge plus locaux, à la maille d'une région administrative ou de quelques régions voisines, se sont déjà présentés, avec pour conséquence une saturation des ressources de l'agence en charge de leur traitement et des retards dans la remise des offres de raccordement.

Enedis considère que cette disposition dérogatoire est satisfaisante et rappelle que toute éventuelle modification de cette disposition devra intégrer le risque encouru par une modification réglementaire susceptible de bouleverser la volumétrie des demandes reçues par le GRD.

9 Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est peu utilisée par Enedis depuis l'anonymisation des permis de construire. En revanche, il est plus utile pour les demandeurs que les GRD respectent leur date de mise en service souhaitée plutôt que d'envoyer une PDR dans un délai de 10 jours si celle-ci a été demandée de manière anticipée par le client.

Enedis confirme qu'une évolution ou suppression de cette disposition pourrait être envisagée. Néanmoins, toute démarche qui pourrait simplifier le raccordement est à prendre en considération ; à ce titre, il pourrait être pertinent de réviser les procédures d'urbanisme pour que l'information générique concernant les raccordements au GRD y figure, permettant au client une meilleure connaissance, en amont de sa demande, des différentes étapes et délais.

10 Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Le processus de raccordement au réseau de distribution, de la demande jusqu'à la mise en service de l'installation du demandeur, est constitué d'une succession de phases dont certaines dépendent du demandeur, d'autres du gestionnaire de réseau pour ce qui concerne leur durée. Ces durées dépendent également de diverses contraintes / autorisations administratives.

La performance du distributeur dans la réalisation des raccordements des utilisateurs réside dans la satisfaction des clients à travers le respect de la date convenue, la transparence du devis et la maîtrise des coûts.

La satisfaction des clients dans le respect de la date convenue ne correspond pas à un délai de réalisation des travaux de raccordement mais la nécessité pour l'utilisateur de disposer de son raccordement en fonction de l'avancement de son projet. Des enquêtes de satisfaction permettent de mesurer la satisfaction des clients qui intègrent toutes les causes de satisfaction/insatisfaction, incluant les délais.

Enedis estime donc que la variabilité des situations rencontrées en matière de complexité du raccordement entre les différents types de projet ne permet pas d'envisager raisonnablement un encadrement plus poussé des délais de raccordement. En effet, la nature des travaux (création de canalisations, création de postes sources ...), l'importance des travaux à réaliser et notamment les longueurs de réseaux en jeu dans les raccordements, ainsi que la nature des terrains traversés rendent l'éventail des situations très large et des délais indicatifs complexes à définir a priori. Ceci sans compter sur les éléments exogènes aux travaux proprement dits. Traduire cette diversité par des délais conduirait soit à des valeurs encadrantes peu utiles, soit au contraire peu réalistes.

Par ailleurs, la régulation incitative intègre des indicateurs portant sur le délai d'envoi de la proposition de raccordement et sur le délai moyen de réalisation des travaux de raccordement.

La réglementation actuelle prévoit d'ores et déjà la possibilité d'indemnités à la charge du gestionnaire de réseau concernant la durée qui s'écoule entre l'acceptation par le demandeur de la convention de raccordement et l'achèvement des travaux de raccordement.

Les progrès en matière de délai de raccordement pour les grands producteurs sont essentiellement à attendre des évolutions concernant les S3REnR actuellement discutées entre les gestionnaires de réseau, les fédérations de producteurs, la CRE et la DGEC : anticipation des études de réalisation et de certaines étapes administratives, dimensionnement durable, optimisation du dimensionnement des S3REnR par les flexibilités, ...

Enfin, la possibilité de délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux de raccordement permet à présent au client de prendre le contrôle des délais de son raccordement.

11 Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Concernant la méthode ayant été appliquée pour le chiffrage de l'offre de raccordement, Enedis est favorable au fait de préciser s'il s'agit de l'application de formules de coût simplifiée ou du canevas technique.

Pour ce qui concerne la notion de devis suffisamment détaillé (« *s'entendent par un devis comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix et notamment le détail des quantités et prix unitaires de l'opération de raccordement* »), Enedis y est favorable et applique d'ores et déjà ce principe dans les devis réalisés. S'agissant des travaux de création ou de modification de liaisons électriques, les prix indiqués regroupent la partie liée à la fourniture du matériel et la partie liée à la réalisation des travaux et ne peuvent afficher séparément ces deux composantes, pour des raisons de respect de la confidentialité des contrats passés entre Enedis et ses fournisseurs.

12 Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Enedis a soumis à la CRE pour validation un projet de trame de contrat de mandat et de cahier des charges associé au contrat de mandat, qui respectent les principes indiqués dans les délibérations du 21 mars 2019. Enedis fera un REX fin 2020 sur la mise en œuvre de la maîtrise d'ouvrage déléguée.

13 Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

- **Offres de raccordement en cas d'échec d'une adaptation du S3REnR**

Le code de l'énergie dispose en son article L111-93 que les gestionnaires de réseau sont tenus de répondre par une offre à une demande de raccordement, sauf dans des cas très limités. Par ailleurs, pour ce qui concerne les raccordements d'installations relevant d'un S3REnR, le même code prévoit en son article D321-20-2 des critères qui limitent la possibilité de recourir à une adaptation.

La dynamique de raccordement des projets renouvelables a permis d'observer des cas de figure pour lesquels les conditions de mise en œuvre d'une adaptation ne sont pas réunies. Dans ce cas, les gestionnaires de réseau sont face à l'impossibilité d'émettre une offre de raccordement conforme au périmètre de facturation défini au D342-22.

Dans ce cas particulier d'échec de la procédure d'adaptation, Enedis souhaite une clarification sur le périmètre de facturation à appliquer à l'offre de raccordement à émettre, ou l'ajout de ce cas à la liste des exceptions au principe d'obligation d'émettre une offre de raccordement.

- **Préemption de la puissance disponible**

En soutirage, le mécanisme consistant à facturer les créations ou renforcements d'ouvrages à celui qui fait franchir la contrainte peut pousser les demandeurs à réserver un maximum de puissance dans une zone afin de bénéficier du moindre coût, pour un besoin avéré qui sera inférieur. Enedis réitère le risque de réservation abusive de capacité en consommation, risque d'autant plus important que les travaux de raccordement seront longs à être mis en œuvre.